

PLANÈTE EXIL



ORGANISATION SUISSE
D'AIDE AUX RÉFUGIÉS

www.osar.ch



La procédure d'asile au temps du corona

L'OSAR surveille la mise en œuvre des mesures de protection de l'OFSP dans les procédures. Page 3

La solidarité n'a pas de frontières

Interview exclusive sur la situation en Grèce – engagez-vous en ligne lors des Journées du réfugié. Pages 4 et 5



Chère lectrice, cher lecteur,

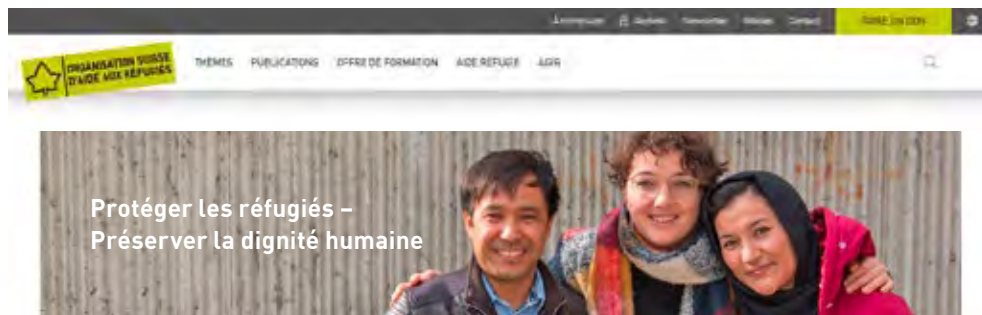
Solidarité est le maître-mot à l'heure de la crise du coronavirus. Car on entend partout que, face au virus, nous sommes tous égaux. Un coup d'œil à Moria suffit pourtant à se convaincre du contraire : ce camp de Lesbos est devenu l'emblème de la détresse. Un symbole de non-droit pour les réfugiés aux frontières extérieures de l'Europe. Vingt mille personnes y vivent entassées, sans accès à l'hygiène, à la nourriture, ni aux soins médicaux. On parle depuis longtemps d'une catastrophe humanitaire. Mais avec le Covid-19, des camps comme celui de Moria deviennent des pièges mortels. Tout chef d'État et politicien d'Europe le sait. Chacun est au clair sur les mesures qui s'imposent : évacuer les camps, mettre leurs occupants en sécurité. Pourtant, il ne se passe pour ainsi dire rien. Chacun rejette la responsabilité sur les autres.

Même le Conseil fédéral esquive la question. La Suisse se cache derrière l'Union européenne, au lieu de faire acte de solidarité. Il est vrai que la Confédération a mis la main au porte-monnaie. Et qu'elle veut délivrer jusqu'à cent enfants de la misère grecque. Mais sincèrement : un pays comme le nôtre ne peut-il pas, ne doit-il pas en faire davantage ? Il ne manque que la volonté politique. C'est pourquoi les appels et les pétitions pour une participation de la Suisse à l'évacuation rapide des réfugiés ont maintenant besoin d'un large soutien : la solidarité n'a pas de frontières. Dans le monde politique, beaucoup doivent encore le réapprendre. Pourquoi pas ainsi ?

Cordialement,

Peter Meier
Responsable politique d'asile

Dans le camp de réfugiés surpeuplé de Moria, à Lesbos, les masques sont la seule protection. Ces enfants de réfugiés de guerre portent des masques fournis par l'ONG danoise « Team Humanity ». Se laver les mains régulièrement ou garder ses distances est indispensable dans ces camps. 29.03.2020 Lesbos. © KEYSTONE-SDA/LAIF/Refugee Media Team/Tueremis



Refonte du site Internet

La crise du coronavirus a rendu la communication en ligne encore plus essentielle. Les gens surfent, « zooment », « skype » ou « slackent » à tour de bras. De ce fait, le lancement du nouveau site Internet de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) à la fin du mois de mai est tombé à point nommé.

Le jour même où toute la Suisse a été appelée à rester à la maison, où les écoles et de nombreux magasins ont dû fermer, l'équipe du projet en charge de la refonte du site Internet a commencé à créer les pages thématiques, après deux ans de travail. Des pages au cœur du nouveau site de l'OSAR dont le design a

été rafraîchi et épuré. La structure et la navigation ont été complètement remaniées pour permettre aux utilisatrices et utilisateurs de mieux s'orienter et de trouver plus vite ce qu'ils cherchent. Pour vous en convaincre et nous donner votre avis, rendez-vous sur : www.osar.ch



Rapport annuel et comptes 2019 de l'OSAR

Lors de sa séance virtuelle du 2 avril, l'Assemblée générale de l'OSAR a approuvé le rapport annuel 2019 et les comptes 2019 avec des remerciements. Le rapport annuel renseigne sur les principales activités ; en même temps, l'OSAR y présente l'état de sa fortune, de ses finances et de ses recettes, conformément aux dispositions de la Swiss GAAP RPC 21.

Rapport annuel de l'OSAR : <https://bit.ly/2LxBryR> et comptes annuels de l'OSAR (en allemand) : <https://bit.ly/3bhqUMx>

Assemblée générale de l'OSAR

L'Assemblée générale de l'OSAR a en outre officiellement élu Lukas Flückiger de la Fondation Armée du Salut Suisse à la présidence de l'OSAR. Le responsable de l'aide aux réfugiés

de l'Armée du Salut avait déjà endossé la présidence par intérim fin septembre 2019, suite au départ d'Antoinette Kiliadis de l'Entraide Protestante Suisse (EPER). C'est désormais Carmen Meyer, Division Suisse, qui siège au comité de l'OSAR pour l'EPER ; avec son arrivée, toutes les organisations membres ont à nouveau leur plein quota de représentants.

Comité de l'OSAR : <https://bit.ly/3dPNBct>

Contre l'examen systématique des données des téléphones portables

L'OSAR rejette la proposition de la Commission des institutions politiques du Conseil national (CIP-N) visant à modifier la loi sur l'asile afin de pouvoir étudier systématiquement les données des téléphones portables des réfugiés. L'OSAR estime que les conditions ne sont pas remplies pour une atteinte aussi grave au droit fondamental à la protection de la sphère privée. Elle participe à la consultation sur cette initiative parlementaire qui durera jusqu'au 4 juin 2020.

Consultation : 17.423 IV. PA. Obligation de collaborer à la procédure d'asile. Possibilité de contrôler les téléphones portables.

Le coronavirus marque les procédures, les auditions et la situation à la frontière

Au cours des dernières semaines de la crise du coronavirus, l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) a veillé à ce que les requérants d'asile et les acteurs de leur protection juridique soient protégés conformément aux directives de l'Office fédéral de la santé publique (OFSP) dans les centres fédéraux. Elle critique par ailleurs le rejet des requérants d'asile aux frontières comme une infraction au droit international. *Par Barbara Graf Mousa, rédactrice à l'OSAR*

En juin, quand vous tiendrez ce magazine entre vos mains, le coronavirus ou en tout cas ses conséquences détermineront probablement encore dans une large mesure la vie sociale et économique de nombreuses personnes dans le monde entier. Entre-temps, nous nous sommes tous habitués aux vitres en plexiglas, aux variantes de désinfectants et à toutes sortes de masques de protection. Nous nous lavons les mains plusieurs fois par jour et savons estimer une distance de deux mètres.

Mais début mars, il en allait encore tout autrement. Le Conseil fédéral a vite signalé à la population qu'on était face à une situation extraordinaire nécessitant des décisions urgentes et exceptionnelles. Notre gouvernement

« Nous continuons à suivre de près les auditions et la procédure d'asile dans toute la Suisse et à les évaluer. »

Beat von Wattenwyl, responsable du département Protection à l'OSAR

a pris ses responsabilités ; il s'est employé à gérer la crise et à édicter des ordonnances Covid-19 pour de nombreux domaines. À la mi-mars, les autorités ont déclaré de façon lapidaire que les directives et contraintes imposées par le Conseil fédéral et l'OFSP concernaient également le secteur de l'asile.

Interruption des procédures

Les structures d'hébergement pour requérants d'asile ont toutefois été confrontées à une autre réalité : faute de place, d'infrastructures adéquates pour l'hygiène et la santé et en raison d'un manque de personnel, de nombreuses directives et mesures de protection



Les procédures d'asile ont été suspendu pour deux semaine après l'intervention de l'OSAR et de nombreuses autres organisations. © KEYSTONE/Walter Bieri

n'ont pas pu être introduites et encore moins respectées. Le 21 mars, l'OSAR s'est donc adressée directement au Conseil fédéral pour lui faire part de sa vive inquiétude et réclamer par une lettre ouverte la suspension immédiate de toutes les procédures d'asile.

L'intervention de l'OSAR et de nombreuses autres organisations actives en Suisse a été entendue. Il n'a fallu que deux semaines au Secrétariat d'État aux migrations (SEM) pour réagir et adapter les conditions aux mesures de protection de l'OFSP, au moins dans les centres fédéraux pour requérants d'asile.

L'OSAR salue cette réactivité et soutient par solidarité la mise en œuvre cohérente des mesures de l'OFSP. Mais il faut toujours et systématiquement garantir les droits des requérants d'asile. La principale exigence de l'OSAR reste la présence d'une conseillère ou d'un conseiller juridique ou d'un-e représentant-e d'une œuvre d'entraide à tous les entretiens ou auditions. Il y a encore beaucoup de points à améliorer dans les procédures élargies des cantons et des communes : « Nous continuons à suivre de près les auditions et la procédure d'asile dans toute la Suisse et à les évaluer », déclare Beat von Wattenwyl, responsable du département Protection à l'OSAR. « Dans les procédures menées selon l'ancienne loi, nous constatons que les repré-

sentants des œuvres d'entraide doivent se trouver dans la même pièce que les requérants d'asile, faute de quoi ils ne peuvent pas assumer leur rôle d'observateur neutre. Cela requiert une adaptation. Dans les centres fédéraux pour requérants d'asile, les directives de l'OFSP sont bien respectées, les retours des acteurs de la protection juridique sont positifs. »

Situation aux frontières de la Suisse

Les restrictions d'entrée des ressortissants étrangers de tous les États Schengen s'appliquent actuellement jusqu'à 15 juin 2020. Les requérants d'asile sont directement concernés : ils risquent ainsi d'être rejetés à la frontière suisse. « Cela constitue une violation des règles impératives du droit international », relève Beat von Wattenwyl. « Même en temps de crise, il doit être possible de déposer une demande d'asile à la frontière. » Les autorités suisses doivent en tout cas examiner si un transfert bafouerait le principe de non-refoulement voulant que nul ne puisse être renvoyé dans un pays où il risque de subir des traitements inhumains ou des tortures. Ce principe fait partie des dispositions impératives du droit international.

Page thématique de l'OSAR sur le corona:
<https://bit.ly/3dUBYP>

La solidarité n'a pas de frontières

Les Journées du réfugié sont célébrées en mode coronavirus, c'est-à-dire en ligne, de façon virtuelle et interactive. « La solidarité n'a pas de frontières » clame la nouvelle campagne. Les personnes réfugiées en Suisse et en Europe ont plus que jamais besoin de protection et de sécurité. Par Barbara Graf Mousa, rédactrice à l'OSAR

Au moment précis où nous parvenaient les premières contributions et demandes relative à la Journée nationale du réfugié qui tombe cette année le 20 juin et au Dimanche des réfugiés célébré par les Églises le 21 juin, le virus paralysait presque toute la vie publique, partout dans le monde. Appliquant le droit d'urgence, des gouvernements sont intervenus dans la vie sociale et économique à coup d'ordonnances et d'interdictions. Ils ont même fermé les frontières de leurs pays respectifs.

Mais le virus ne s'arrête pas aux frontières. Il s'infiltré dans les camps de réfugiés bondés, complètement négligés depuis des années, que l'on trouve partout aux frontières extérieures de l'Union européenne (UE) et dans les zones de transit. Les réfugiés en particulier y sont exposés sans protection. Il y a déjà des cas confirmés de Covid-19 dans quelques camps de réfugiés en Grèce continentale. Les zones sensibles de l'est de la mer Égée passent pour des régions à haut risque.

« La crise du coronavirus nous fait brutalement prendre conscience de la vulnérabilité de notre société mondialisée. Le virus ne fait pas de différence entre la couleur de peau, la

religion ou le sexe. La crise nous concerne tous, mais ne nous touche pas tous de la même manière », relève la directrice de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR), Miriam Behrens. « Nous devons plus que jamais faire acte de solidarité en aidant sans réserve les personnes persécutées, les réfugiés et les personnes en quête de protection. »

des barrières symboliques dressées dans les têtes et dans les cœurs. Elle s'exprime dans l'entourage des réfugiés aussi bien qu'au-delà des frontières nationales, directement auprès des gens et comme l'expression d'une volonté politique. Elle n'implique pas forcément de grands événements, mais plutôt une connaissance des liens de causes à effets. Et une attitude : « Avec beau-

« Nous devons plus que jamais faire acte de solidarité en aidant sans réserve les personnes persécutées, les réfugiés et les personnes en quête de protection. »

Miriam Behrens, directrice de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)

La solidarité est contagieuse

En matière de protection contre le virus, il ne faut négliger personne. La revendication centrale de l'ONU « Leave no one behind » #leavenoonebehind ne doit pas rester lettre morte, s'est dit l'équipe de projet des Journées du réfugié. La solidarité vécue est également contagieuse et peut elle aussi franchir toutes les frontières, qu'il s'agisse des frontières nationales ou

coup de groupements de Suisse et d'ailleurs, nous demandons l'évacuation immédiate des camps en Grèce », explique le responsable de projet Lorenz Lüthi. De nombreux appels et pétitions allant dans ce sens circulent sur le net. Ils émanent de Suisse et de toute l'Europe. Chacun peut y participer et manifester ainsi sa solidarité avec les personnes en quête de protection. Toutes les pétitions et tous les appels sont



Partout dans le monde, des individus défendent les personnes persécutées et celles qui ont besoin de protection, expriment leur solidarité et font part de leur inquiétude face à la politique d'asile sans cœur de l'Europe. Gauche: © EPA/FOCKE STRANGMANN, droite: © KEYSTONE/APA/Florian Schroetter

rassemblés sur <https://journeesdurefugie.ch/> et n'attendent que votre signature !

Une aide simple et rapide

Les routes migratoires sûres qui passent par des programmes de réinstallation ou des visas humanitaires sont fermées au moins jusqu'au 15 juin, surtout pour des raisons administratives. La Suisse peut rapatrier ses propres ressortissants malgré la crise du coronavirus. Des requérants d'asile déboutés ont encore été renvoyés en mars et parfois même en avril. Les raisons qui s'opposent à l'accueil des réfugiés des camps grecs restent donc essentiellement d'ordre politique ; or, les personnes concernées viennent principalement de régions en guerre et de zones de conflit comme la Syrie, l'Irak et l'Afghanistan.

- Avec des ONG, des Églises et des particuliers solidaires de nombreux pays, nous demandons l'évacuation immédiate des camps de réfugiés en Grèce.
- Nous appelons la Suisse à se montrer solidaire et à faire tout son possible pour offrir sur son territoire une protection permanente à un maximum de réfugiés de Grèce.

La Suisse a suffisamment de place et dispose de l'infrastructure nécessaire pour permettre une évacuation simple et rapide des réfugiés qui croupissent dans des conditions indécentes dans les camps en Grèce. Si nous y parvenons, nous aurons appris quelque chose de la crise du coronavirus. Les plus faibles et les plus vulnérables seront alors mieux protégés, quand déferlera, comme on s'y attend, la deuxième vague de coronavirus.



Participez à des Journées du réfugié, témoignez de votre engagement et manifestez votre solidarité avec les personnes exilées ! Comment ?

En créant votre propre déclaration en faveur des réfugiés et des personnes en quête de protection par le biais d'une vidéo, d'une photo, d'une affiche ou d'un texte et en nous l'envoyant pour qu'elle soit publiée sur <https://journeesdurefugie.ch/>

En signant les pétitions et les appels, en les diffusant sur tous vos canaux, en en parlant à votre famille, à vos amis et à vos collègues et en exprimant ainsi votre solidarité au-delà des frontières. Cinq exemples :

- **En Suisse :** avec plus de 130 organisations, l'OSAR a demandé au Conseil fédéral d'évacuer immédiatement le plus grand nombre possible de réfugiés de la mer Égée par l'appel de Pâques **#evacuerMAINTENANT :** <https://evacuer-maintenant.ch/>. L'appel sera remis au Conseil fédéral après les Journées du réfugié.
- **En Suisse :** avec la pétition « **La Suisse doit accueillir des réfugiés menacés par le coronavirus** », Amnesty International Suisse demande qu'un contingent de réfugiés des îles

Participez Votre engagement est important !

grecques soit pris en charge le plus rapidement possible et qu'on cesse de rapatrier en Grèce les réfugiés qui ont obtenu l'asile dans ce pays.

<https://bit.ly/3bAS5C8>

- **En Europe :** l'appel #LeaveNoOne-Behind : « **Empêchez la catastrophe du coronavirus maintenant - aussi à nos frontières externes !** » lancé sur la plateforme Change.org s'adresse à la Commission européenne et aux gouvernements de l'UE. Il réclame entre autres l'évacuation des camps de réfugiés en Grèce, ainsi que des mesures de quarantaine et de protection contre le coronavirus pour toutes les personnes vulnérables.

<https://bit.ly/2WZgYCl>

- **En Europe :** l'**Asylkoordination Österreich** a lancé avec l'OSAR et près de 200 autres organisations de l'Église et de la société civile de toute l'Europe un appel urgent aux dirigeants politiques de l'UE et au chef du gouvernement grec. <https://bit.ly/3fK43MX>
- **Localement dans plusieurs villes suisses :** l'action « **Beim Namen nennen - 38500 Opfer der Festung Europa** » consiste à écrire 38500 lettres au Conseil fédéral avec copie à l'UE : www.beimnamennennen.ch

Toutes les pétitions et tous les appels sont rassemblés sur <https://journeesdurefugie.ch/> – ils n'attendent que votre signature !

Il faut en finir avec les camps de misère aux frontières extérieures de l'UE

En février 2017, PRO ASYL et ses partenaires grecs de longue date ont fondé ensemble l'organisation « Refugee Support Aegean » (RSA) qui rassemble maintenant seize collaborateurs, dont une équipe d'avocats très expérimentés. RSA est active à Athènes, ainsi que sur les îles de Chios et Lesbos. L'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) collabore étroitement avec elle pour les questions relatives au système d'asile grec.



© OSAR/Bernd Konrad

Karl Kopp, quels sont les domaines d'activité de RSA ?

RSA documente les violations des droits humains à la frontière terrestre et maritime entre la Grèce et la Turquie. L'équipe déployée sur les îles de Lesbos et Chios est sans cesse confrontée à des naufrages : RSA s'occupe des survivants et les appuie dans toutes les questions juridiques, y compris le regroupement familial dans d'autres pays européens. Avec l'aide individuelle concrète, nous essayons d'aboutir à des décisions juridiques qui font jurisprudence. C'est également le but de notre action contre les répercussions fatales de l'accord sur les réfugiés que l'Union européenne

Adriana Romer, juriste et responsable du réseau européen de l'OSAR, est presque tous les jours en contact avec l'équipe de RSA. Elle a interviewé Karl Kopp de PRO ASYL et du comité de RSA. Fondée en Allemagne en 1986 par des représentants des conseils de réfugiés, des Églises, des syndicats, des œuvres de bienfaisance et des organisations de défense des droits humains, PRO ASYL s'engage en faveur des droits humains et de la protection des réfugiés en Allemagne et en Europe.

(UE) a passé avec la Turquie : des personnes en quête de protection risquent toujours d'être refoulées vers la Turquie. Nous assurons actuellement la représentation juridique de victimes de la torture, de familles syriennes avec enfants, de réfugiés originaires de la partie kurde de Syrie auprès de toutes les instances jusqu'à la Cour des droits de l'homme. Le RSA documente en permanence la situation précaire des requérants d'asile et des réfugiés reconnus en Grèce. Ses avis juridiques, de même que le suivi des cas individuels, ont un certain poids dans la question des transferts en provenance d'autres pays européens.

Quels défis rencontre actuellement RSA ?

Les événements dramatiques qui se sont produits fin février/début mars 2020 à la frontière entre la Grèce et la Turquie et les réactions des responsables politiques au sein de l'UE suffisent à le montrer : c'est l'avenir d'un droit d'asile commun à l'Europe et de la défense des droits humains élémentaires qui se joue en Grèce, dans le « Laboratoire de la mer Égée ». Le gouvernement d'Athènes a progressivement démantelé le droit d'asile. Des refoulements systématiques et très violents ont lieu à la frontière terrestre, et davantage encore à la frontière maritime, en violation du droit international.

Les rapports européens accordent beaucoup de place à la situation dans les zones sensibles des îles grecques. En quoi consiste le travail de RSA sur place ? Qu'est-ce qui devrait changer dans les camps ?

Nous réclamons depuis longtemps l'évacuation des camps sur les îles. La pandémie de Covid-19 n'a fait qu'accentuer l'urgence de cette revendication. Aussi amer que cela puisse paraître, nous sommes obligés de passer

par des actions en justice pour obtenir que des victimes de la torture et des personnes malades soient évacuées de camps tels que Moria. La Cour européenne des droits de l'homme a par exemple ordonné à la mi-avril 2020 le transfert de huit personnes vulnérables du misérable camp de Moria vers un hébergement décent où un traitement médical est assuré.

« Depuis l'accord fatal sur les réfugiés conclu avec Erdogan au printemps 2016, les camps dressés sur les îles de Lesbos, Samos et Chios sont devenus des prisons en plein air, ce qui a progressivement empoisonné le climat social dans les îles. Les personnes en quête de protection vivent dans des conditions pitoyables et la population des îles est maintenant épuisée. »

Mais ces importants succès juridiques ont un prix élevé. Sauver une personne du cauchemar de Moria requiert désormais un gros déploiement de personnel et de ressources. Pour chacune des plaintes qui aboutissent, il faut rédiger des dossiers complets et présenter des constats médicaux détaillés attestant la vulnérabilité et le mauvais état de santé des personnes en quête de protection. Il y a toutefois un point que nous tenons à souligner à côté de la documentation des violations des droits humains et du travail d'information commun : chaque personne, chaque cas particulier compte. Cela nous oblige à défendre honnêtement et durablement les droits des personnes en quête de protection.

Qu'est-ce qui est le plus urgemment nécessaire pour que la situation s'améliore dans les camps sur les îles ?

Avant le début de la pandémie, l'UE et ses États membres ont longtemps ignoré la situation catastrophique qui règne dans les zones sensibles.

Depuis l'accord fatal sur les réfugiés conclu avec Erdogan au printemps 2016, les camps dressés sur les îles de Lesbos, Samos et Chios sont devenus des prisons en plein air, ce qui a progressivement empoisonné le climat social dans les îles. Les personnes en quête de protection vivent dans des conditions pitoyables et la population des îles est maintenant épuisée. On assiste à une multiplication des attaques racistes visant les réfugiés, mais aussi les œuvres d'entraide. Une raison de plus pour mettre fin à cette approche politique cynique.

Une coalition européenne de volontaires se prépare maintenant à accueillir 1600 enfants. C'est un petit geste. Or, l'humanité et les droits humains exigent un grand pas. Les 13 000 enfants des îles doivent tous trouver refuge dans d'autres États européens avec leurs proches. Il ne faut abandonner aucun des près de 40 000 occupants actuels des épouvantables camps de la mer Égée. Car là-bas, il n'y a aucune sécurité, aucune dignité humaine.

Qu'en est-il des personnes en quête de protection en Grèce continentale ?

La crise de l'hébergement humanitaire perdure également sur le continent. RSA a documenté dans plusieurs rapports la situation difficile des requérants d'asile et des réfugiés reconnus. La Grèce n'est pas en mesure de garantir un accueil décent aux quelque 70 000 personnes qui cherchent refuge sur le continent.

Sur le plan de la solidarité avec les réfugiés, qu'en est-il de la société civile et de l'État ?

Il existe en Europe un vaste mouvement de solidarité au sein de la société civile. L'appel à « évacuer MAINTENANT ! » les camps de réfugiés grecs montre que l'élan de sympathie n'a pas faibli. L'humanité et la solidarité existent. Reste à espérer que notre engagement commun et tenace amènera également les responsables politiques à agir.

Informations :

<https://rsaegean.org/en/#>

Pro Asyl : <https://bit.ly/3g0V6yS>

<https://bit.ly/2WG1gNr>



Les masques de protection contre le Covid-19 dans le camp de réfugiés de Moria à Lesbos ont été fabriqués par une ONG danoise. Il n'y en a pas assez pour tout le monde...



...tout comme le manque d'eau pour les plus de 40 000 personnes réfugiées de Lesbos...



... et lorsqu'on fait la queue pendant des heures pour de la nourriture insuffisante et non comestible, il est difficile de penser à garder ses distances.

© KEYSTONE-SDA/LAIF/Refugee Media Team/Tueremis

La solidarité avec les personnes réfugiées enseignée à l'école

Peu avant les mesures de protection contre le coronavirus, le nouveau projet d'une demi-journée « Solidarité et responsabilité », destiné aux jeunes de treize ans et plus, a pu être réalisé pour la première fois. *Par Barbara Graf Mousa, rédactrice à l'OSAR*



© OSAR/Bernd Konrad

Le nouveau programme éducatif proposé par l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR) aborde la question de la responsabilité à l'égard des personnes réfugiées et les raisons pour lesquelles leur présence en Suisse concerne la société toute entière. À travers des jeux et des activités, les jeunes apprennent que la solidarité avec les réfugiés est payante à long terme, pour la société suisse comme pour les principaux intéressés. « La migration détermine le monde dans lequel nous vivons. L'école a pour mission de sensibiliser les élèves à cette thématique », assure Laura Famiani, enseignante à l'école cantonale de Freudenberg

à Zurich. Dans le cours, les jeunes sont confrontés à des stéréotypes et à des préjugés, puis invités à remettre en question leurs connaissances et leurs attitudes. Le meilleur moyen d'y parvenir durablement passe par l'interaction avec une personne réfugiée. « Pour les élèves, le moment le plus impressionnant de l'atelier a été le témoignage d'un jeune Erythréen qui leur a relaté sa fuite et les difficultés rencontrées à son arrivée en Suisse », ajoute Laura Famiani.

Cet échange direct avec nos employés ayant une expérience de l'exil est également au cœur de la nouvelle offre « En dialogue

avec les réfugiés », qui s'adresse aux adultes et aux jeunes. Ce cours peut être tout de suite réservé car il peut être mené dans le respect des mesures de protection de l'Office fédérale de la santé publique contre le Covid-19.

Des ateliers par vidéoconférence

L'équipe de formation de l'OSAR n'est pas restée inactive, malgré le chômage partiel découlant de l'annulation des offres déjà réservées. Des ateliers et des formations juridiques, organisés par vidéoconférence dans les centres fédéraux pour requérants d'asile, ont connu beaucoup de succès ; une expérience encourageante au cas où il faudrait affronter de nouveaux défis du même ordre tels que la deuxième vague de coronavirus qu'on craint de voir déferler cet été ou cet automne. « Bien sûr, nous espérons vivement que les réservations vont reprendre », précise Barbara Rödlach. « En fonction de la situation, nous pourrions lever progressivement le chômage partiel et prévoir des offres et des interventions. »

Pour en savoir plus sur nos formations : <https://bit.ly/2WHzwYP>

Journée de projet solidarité et responsabilité (en allemand uniquement) : <https://bit.ly/2Xl2xZx>

Demi-journée de projet « Entrer en dialogue » pour les jeunes ou les adultes : www.osar.ch/formation



Impressum
Éditeur: Organisation suisse d'aide aux réfugiés (OSAR)
Weyermannsstrasse 10, Case postale, 3001 Berne,
Tél. 031 370 75 75, E-mail: info@osar.ch, Internet: www.osar.ch

CP Don: 10-10000-5



Votre don en
bonnes mains.

Le magazine « Planète Exil » de l'Organisation suisse d'aide aux réfugiés paraît quatre fois par année. Pour nos donatrices et donateurs, le montant de l'abonnement annuel au magazine, qui s'élève à 5 CHF, est inclus dans leur don.

Tirage: 4200 exemplaires

Rédaction: Barbara Graf Mousa (responsable),
Nadine Kavanagh, Karin Mathys, Peter Meier,
Barbara Rödlach, Adriana Romer, Beat von Wattenwyl
Traductions: Sabine Dormond, Montreux
Mise en page: Bernd Konrad

Impression: rubmedia AG, Wabern/Berne
Fabriqué à partir de 100% de papier recyclé